

Déclaration du bureau politique du Parti des travailleurs

(Alger, le 26 septembre 2019)

Le procès politique organisé par le Tribunal militaire de Blida a rendu son verdict politique tard dans la nuit du 24 au 25 septembre 2019 après une farce judiciaire expéditive truffée de mensonges. Louisa Hanoune, Secrétaire générale du Parti des travailleurs, est condamnée à 15 ans de prison ferme dans un procès où tout a été fait pour amalgamer son sort avec celui des autres prévenus, qui ont eu à assumer de hautes fonctions dans le système, dans l'objectif de lui ôter le statut de prisonnière politique.

Le PT rejette ce procès honteux qui criminalise l'action politique.

Sa participation à la rencontre du 27 mars avec Saïd Bouteflika, conseiller du président déchu, toujours en fonction à cette date, pour donner son point de vue sur l'issue politique a été utilisée comme alibi pour la jeter en prison, la faire taire et l'isoler de la révolution en cours.

Le PT rappelle ce qu'a dit sa Secrétaire générale dans cette rencontre :

Démission du Président Abdelaziz Bouteflika, démission du gouvernement, dissolution des deux chambres du Parlement et donner la parole au peuple pour élire une assemblée nationale constituante.

Des revendications relayées par des millions d'Algériennes et d'Algériens qui exigent depuis des mois le départ du système, de ses institutions, de ses symboles, de ses pratiques...

Tout est fait par le pouvoir de fait pour salir l'image de Louisa Hanoune, son parcours d'opposante au système, qui a ainsi décidé de lui faire payer ses positions constantes contre lui et la présenter comme son apparentée.

Louisa Hanoune a combattu, quarante ans durant, le système de parti unique. Elle s'est opposée à lui dans la clandestinité et a été arrêtée et emprisonnée à deux reprises. En 1983-84, elle a passé 6 mois en prison pour avoir milité contre le code de la famille et pour les droits des femmes. En 1988 elle a été à nouveau enlevée durant 72 heures par la sécurité militaire lorsque le régime avait réprimé dans le sang la révolte d'octobre de cette année-là avec notamment l'assassinat de 500 jeunes.

A la fondation du Parti des travailleurs en 1990, la question de départ du système/régime par le moyen de l'Assemblée constituante nationale était inscrite dans son programme fondateur. Ce programme a été déposé à l'époque au ministère de l'Intérieur pour la légalisation du PT. Ce que Louisa Hanoune n'a cessé de défendre des années durant, en tant que porte-parole puis Secrétaire générale du parti.

Louisa Hanoune s'est opposée à l'arrêt du processus électoral en 1991 qui a ouvert la voie à la tragédie nationale.

Louisa Hanoune a rejeté la solution sécuritaire du régime, avait pris part avec des dirigeants historiques comme Aït Ahmed, Mehri, Benbella, Ali Yahia... au contrat de Rome en 1994/1995 pour le rétablissement de la paix. Une paix rétablie après des centaines de milliers de morts, des milliers de disparus et des dégâts incommensurables.

Elle s'est opposée avec toutes ses forces au plan d'ajustement structurel du Fonds monétaire international (FMI) et ses répercussions dévastatrices sur le pays (1,2 millions de travailleurs licenciés et 1500 entreprises fermées) durant les années 1990, en défense de la souveraineté de l'Algérie et contre sa soumission au capital international.

Louisa Hanoune, avec le PT qu'elle dirige, a combattu la politique de privatisation/bradage du patrimoine public. Elle a contribué grandement à la réalisation d'importantes victoires pour la nation algérienne, notamment la renationalisation du complexe sidérurgique d'El Hadjar, le retrait de la loi de privatisation des hydrocarbures, la sauvegarde des acquis de l'indépendance. Louisa Hanoune et le PT ont combattu pour la réouverture des entreprises fermées. Pour protéger l'économie nationale, elle a milité pour la règle de 51/49 avec prédominance de l'Etat. Une règle que le pouvoir actuel remet en cause dans le projet de loi de finances 2020 pour satisfaire les puissances étrangères. Louisa Hanoune et le PT ont toujours combattu pour la reconnaissance officielle du Tamazight comme langue, culture et identité.

Louisa Hanoune a refusé de n'intégrer aucun des gouvernements de Bouteflika depuis 1999.

En 2015, avec des combattants de la révolution algérienne, à l'image de Lakhdar Bouregaâ, Zohra Drif, Guerroudj Abdelkader, feu Lamkani Mohamed et d'autres personnalités (Lettre du groupe des 19), elle a dénoncé l'oligarchie prédatrice et les politiques d'austérité qui accablent la majorité du peuple. Cette lettre mettait en cause directement le groupe qui gérait dans l'ombre les affaires de l'Etat.

Louisa Hanoune s'est rangée clairement et ouvertement du côté de la révolution du 22 février 2019. Elle a rejeté le plan du 5^e mandat, puis a refusé de prendre part à la présidentielle dans laquelle A. Bouteflika s'est présenté. Elle s'est opposée au prolongement de son 4^e mandat et elle a refusé de prendre part à la présidentielle du 4 juillet dernier, avortée par le peuple.

Le Parti des travailleurs que dirige Louisa Hanoune a fait démissionner son groupe parlementaire de l'Assemblée nationale populaire (APN) pour renforcer la révolution et rejeter le piège de l'article 102 de la Constitution qui a mené le pays à l'impasse actuelle.

Louisa Hanoune, qui a combattu le système depuis plus de quarante ans, est une militante internationaliste, anti-impérialiste.

A la veille de l'agression impérialiste contre l'Irak, en janvier 1991, elle a pris part à la Conférence internationale contre la guerre et l'exploitation à Barcelone. Elle est co-fondatrice de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples (EIT), fondée lors de cette conférence. Quelques années plus tard elle deviendra l'une de ses coordinateurs.

Lorsque, à la veille de la présidentielle de 2014, des menaces d'intervention militaire américaine se profilaient à l'horizon, elle avait convoqué un meeting international en défense de la souveraineté de l'Algérie. Des délégations de plusieurs pays ont participé à ce meeting en défense de l'Algérie.

Elle a co-organisé avec l'EIT plusieurs conférences internationales anti-impérialistes à l'étranger et en Algérie même, contre la guerre et l'exploitation.

Elle a organisé à l'APN une conférence internationale en défense de la Palestine avec la présence de délégations venues du monde entier.

C'est donc cette constante ligne de lutte contre le système que veulent lui faire payer ceux qui l'ont incarcérée puis condamnée à une lourde peine de prison ferme (15 ans).

Pour le PT, à travers ce procès politique expéditif, Louisa Hanoune est condamnée pour donner l'exemple, pour terroriser et tenter de faire taire toutes les voix qui s'opposent au pouvoir de fait.

Il en est de même de l'incarcération de Lakhdar Bouregaâ, Samira Messouci, Samir Benlarbi, Foudil Moumala et les dizaines d'emprisonnés politiques/d'opinion.

C'est la révolution populaire qui veut en finir avec le système/régime qui est ciblée et c'est par la terreur que ce dernier veut la faire avorter, passer en force sa feuille de route en voulant organiser les élections présidentielles du 12 décembre 2019, contre l'avis des millions d'Algériennes et d'Algériens.

C'est pourquoi le Parti des travailleurs qui prend à témoin les Algériennes et les Algériens fait appel à tous les partis, syndicats, organisations, personnalités... pour manifester leur rejet de l'arbitraire qui frappe sa Secrétaire générale. Car à travers la condamnation abjecte de Louisa Hanoune, c'est le multipartisme qui est attaqué, c'est la démocratie qui est agressée par la contre-révolution.

Liberté pour Louisa Hanoune et pour tous les détenus politiques et d'opinion !

A bas les procès politiques !

Parole au peuple algérien pour qu'il puisse prendre son destin en main !

Alger, le 26 septembre 2019

Le Bureau politique du PT